

unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 24 JAN. 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCARMOR Groupe E. LECLERC**

ZI de Bel Air  
29 800 Landerneau

Références : ENV-D-24-0043  
Code AIOT : 0005515165

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SCARMOR Groupe E. LECLERC implanté ZI de Bel Air 29206 Landerneau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une opération coup de poing menée le 12 décembre 2023 par l'unité territoriale du Finistère de la DREAL Bretagne autour de l'activité entrepôt (rubriques 1510 et 1511 de la nomenclature des ICPE) sur l'ensemble du département.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCARMOR Groupe E. LECLERC
- ZI de Bel Air 29206 Landerneau
- Code AIOT : 0005515165
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société située au lieu-dit «Bel Air » à Landerneau, exploite un entrepôt. Elle est autorisée au titre des ICPE par récépissé de déclaration RD n°76.84.D du 21 juin 1984 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 imposant des prescriptions complémentaires.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécurité incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Compartimentage stockage alcool	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Compartimentage bureau	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2	Sans objet
8	Évacuation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.7	Sans objet
9	Entretien moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 7.6.2	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 Annexe II point 3.1	Sans objet
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.1	Sans objet
5	Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2	Sans objet
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 7.6.3	Sans objet
7	Besoin en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 7.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations nécessitent des améliorations notamment en matière de compartimentage des locaux.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 Annexe II point 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué la présence d'un gardien en permanence sur le site. En cas d'alerte, le gardien contacte la personne d'astreinte et la procédure d'intervention est déroulée, avec une levée de doute et le cas échéant l'appel au SDIS. La personne sur place assure l'accès aux services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. (...)
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté par sondage : <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence de lanterneaux en toiture,</li><li>- la présence de plusieurs boîtiers de commande de désenfumage. Ces boîtiers sont scellés. Ils sont localisés à proximité d'une porte d'accès.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Compartimentage stockage alcool**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt principal est compartimenté en deux cellules de stockage – Réserves 1 et 2, Réserve 3 – afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes : - les parois qui séparent ces cellules de stockage entre elles (...) doivent être des murs coup-feu de degré minimum 2 heures ; (...)
<b>Constats :</b> Entrepôt de stockage alcool – entrepôt 1 : Le mur à proximité de l'entrée dans l'entrepôt de stockage d'alcool et qui doit avoir des caractéristiques REI 120 comporte des trous en partie basse. Ces trous sont susceptibles d'affecter le degré de résistance au feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Compartimentage bureau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt principal est compartimenté en deux cellules de stockage – Réserves 1 & 2, Réserve 3 – afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes : - les parois qui séparent ces cellules de stockage entre elles et ces cellules de stockage des bureaux doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures ; - à défaut, les murs de séparation coupe-feu de degré 2 heures entre les réserves 1 et 2 et les bureaux sont complétés, côté réserves, sous toiture, par un flochage de coupe-feu de degré 2h00 sur une largeur minimale de 5 mètres. (...)
<b>Constats :</b> Entrepôt « DPH » ou réserves n°1 et 2 : L'inspection des installations classées a constaté que le mur séparant l'entrepôt des bureaux R+1 est en parpaing. Ce dernier est surmonté d'une paroi en plaques de plâtre visant à isoler les combles situés au-dessus des bureaux R+1 de l'entrepôt. Le plafond à proximité de ce mur est floqué. L'exploitant a indiqué que les combles sont sprinklés. En l'absence de flochage coupe-feu de degré 2 heures sur la paroi en plaques de plâtre, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le degré de résistance de l'ensemble du mur séparant l'entrepôt des bureaux.
<b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de justifier le degré coupe-feu de l'ensemble du mur séparant l'entrepôt des bureaux ou de prendre les dispositions nécessaires le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 5 : Portes coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu (...). La fermeture automatique des portes-coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles. (...)
<b>Constats :</b> Portes coupe-feu : L'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence d'obstacles empêchant la fermeture de portes coupe-feu, par sondage. L'exploitant a procédé à la manœuvre d'une porte coupe-feu au niveau de l'entrepôt stock alimentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 4.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Isolement avec les milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (...)
<b>Constats :</b> Le site est équipé de vannes de barrage sur le réseau d'eau après les séparateurs à hydrocarbures. L'exploitant a indiqué que les barrages sont obturés par asservissement à la détection incendie. L'exploitant a procédé à la démonstration de la fermeture d'un barrage de façon manuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Besoin en eau d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoin en eau d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : (...) <ul style="list-style-type: none"><li>• un ensemble de poteaux d'incendie normalisés d'un diamètre <math>\varnothing = 100</math> mm implantés dans un rayon inférieur ou égal à 100 m et susceptibles d'assurer un débit supérieur ou égal à 105 m<sup>3</sup>/h ;</li><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, (...)</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté sur place par sondage la présence d'un poteau incendie. L'exploitant a fourni le rapport d'intervention du 24/10/2022 de vérification des trois poteaux incendie. Les débits de chaque poteau incendie sont respectivement de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 61 m<sup>3</sup>/h à 1 bar,</li><li>- 75 m<sup>3</sup>/h à 1 bar,</li><li>- 59 m<sup>3</sup>/h ou 60 m<sup>3</sup>/h à une pression de 0,8 bar.</li></ul> L'inspection des installations classées constate que le débit minimum de 105 m <sup>3</sup> /h est respecté. Néanmoins, un poteau incendie a un débit de 60 m <sup>3</sup> /heure à une pression inférieure à 1 bar. L'inspection des installations classées a constaté la présence de plusieurs extincteurs dans plusieurs entrepôts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Évacuation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Évacuation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . (...)
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté la présence de deux issues vers l'extérieur dans deux directions opposées par sondage dans les différentes cellules. Il est néanmoins constaté que la sous-cellule destinée au stockage d'alcool (ancienne cellule froide qui a été agrandie) localisée dans l'entrepôt 4 ne comporte qu'une entrée et issue. Selon les dires de l'exploitant, cette sous-cellule a une surface inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .
<b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de fournir la surface de la sous-cellule à l'inspection des installations classées. En fonction de cette surface, il est recommandé ou demandé à l'exploitant d'installer une deuxième issue dans la sous-cellule de stockage pour l'évacuation du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 9 : Entretien moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2007, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Entretien des moyens d'intervention Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni par courriel du 13/12/2023 les documents suivants relatifs à l'entretien et la vérification de moyens de lutte contre l'incendie :  - Désenfumage : L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a fait contrôler le désenfumage. Le rapport de l'intervention réalisée le 13/10/2022 mentionne : « Des armoires défectueuses, Pas de réserve de cartouches CO2. Cartouche thermofusibles > 10 ans ». L'exploitant a fourni un devis du 24 mars 2023 pour le désenfumage avec un bon pour accord du 27/03/2023. L'exploitant n'a pas fourni la facture montrant la réalisation des travaux permettant la remise en état du désenfumage.  - Détection incendie : L'inspection des installations classées constate que le rapport d'intervention de juin 2023 indique : « Détecteurs 1007 à 1010 et 1012 hors service car travaux en cours. En dérangement vanne de barrage réception » Ce dernier point est en lien avec le module MAP de la vanne de barrage à retrouver.  - Extincteurs : L'exploitant a indiqué qu'il change de prestataire pour la vérification des extincteurs. Il a fourni un devis avec un bon pour accord daté du 04/12/2023.  - Sprinklage : L'exploitant a fourni les compte-rendus de vérification semestrielle du système de sprinklage des 15/02/2023 et 10/08/2023. Ces rapports indiquent des non-conformités sans risque de mise en échec et proposent des améliorations.
<b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de prendre les dispositions pour le maintien en bon état des moyens d'intervention et de fournir les justificatifs à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites